

SAMIR AMIN

Egypte, Turquie, Iran : l'émergence avortée

Ces trois pays du Proche Orient auraient normalement dû figurer dans la liste des pays « émergents » d'aujourd'hui. Ils ont connu en effet une longue série de tentatives anciennes de se moderniser pour faire face au défi européen, ressenti avant la grande majorité des autres pays du Sud. L'Egypte du Pacha Mohamed Ali du XIXe siècle, puis à l'époque nassérienne (1952-1970), la Turquie ottomane des Tanzimats (les réformes destinées à moderniser l'Etat), puis à l'époque d'Ataturk (1920-1945), l'Iran à partir de sa révolution de 1907, puis sous le règne de Reza Pahlevi (jusqu'en 1979), ont été à leur manière aux avant-gardes des transformations modernistes des pays des périphéries capitalistes des XIXe et XXe siècles. Mais aujourd'hui aucun de ces trois pays ne peut être raisonnablement qualifié « d'émergent », à l'instar de la Chine, de l'Inde, de la Corée, de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Argentine et de quelques autres. Les trois pays concernés ici sont importants et constituent des masses démographiques comparables, autour de 80 millions d'âmes.

Qu'est-ce que « l'émergence » ?

Ce terme fait l'objet d'utilisations par les uns et les autres dans des contextes différents à l'extrême et le plus souvent sans que la précaution d'en préciser le sens ait été prise. Je préciserai donc ici le sens que je donnerai à l'ensemble des transformations économiques, sociales, politiques et culturelles qui permet de parler « d'émergence » d'un Etat, d'une nation et d'un peuple qui a été placé dans une situation périphérique (au sens que j'ai moi-même donné à cette qualification) au sein du système capitaliste mondial.

L'émergence ne se mesure ni par un taux de croissance du PIB (ou des exportations) élevé sur une période longue (plus d'une décennie), ni par le fait que la société concernée ait atteint un niveau élevé de son PIB per capita, comme le fait la Banque Mondiale, l'ensemble des institutions de la « coopération » des puissances occidentales et les économistes conventionnels.

L'émergence implique bien davantage : une croissance soutenue de la production industrielle dans le pays concerné et une montée en puissance dans la capacité de ces industries d'être compétitives à l'échelle mondiale. Encore faut-il préciser de quelles industries il s'agit et ce qu'on entend par compétitivité.

Il faut exclure de l'examen les industries extractives (mines et combustibles) qui peuvent à elles seules, dans des pays bien dotés par la nature de ce point de vue, produire une croissance accélérée sans entraîner dans son sillage l'ensemble des activités productives dans le pays concerné. L'exemple extrême de ces situations « non-émergentes » est celui des pays du Golfe, ou du Vénézuéla, du Gabon et d'autres.

Il faut également comprendre la compétitivité des activités productives dans l'économie considérée comme celle du système productif pris dans son ensemble et non d'un certain nombre d'unités de production envisagées par elles mêmes. Par les biais de la délocalisation ou de la sous traitance, des multinationales opérant dans les pays du Sud peuvent être à l'origine de la mise en place d'unités de production locales (filiales des transnationales ou autonomes) capables en effet d'exporter sur le marché mondial, ce qui leur vaut la qualification de compétitives dans le langage de l'économie conventionnelle. Ce concept tronqué de compétitivité, qui procède d'une méthode empiriste du premier degré, n'est pas le nôtre. La compétitivité est celle du système productif. Encore faut-il que celui-ci existe, c'est-à-dire que l'économie concernée soit constituée d'établissements productifs et de branches de la production suffisamment interdépendants pour qu'on puisse parler de système. La compétitivité de celui-ci dépend

alors de facteurs économiques et sociaux divers, entre autre des niveaux généraux d'éducation et de formation des travailleurs de tous grades comme de l'efficacité de l'ensemble des institutions qui gèrent la politique économique nationale (fiscalité, droit des affaires, droits du travail, crédit, soutiens publics etc.). A son tour le système productif en question ne se réduit pas aux seules industries de transformation productives de biens manufacturés de production et de consommation (mais l'absence de celles-ci annule l'existence même d'un système productif digne de ce nom), mais intègre la production alimentaire et agricole comme les services exigés pour le fonctionnement normal du système (transports et crédit en particulier).

Un système productif réellement existant peut être néanmoins plus ou moins « avancé ». J'entends par là que l'ensemble de ses activités industrielles doit être qualifié : s'agit-il de productions « banales » ou de productions technologiques de pointe ? Il est important de situer le pays émergent de ce point de vue : dans quelle mesure est-il en voie de remonter dans l'échelle des valeurs produites ?

Le concept d'émergence implique donc une approche politique et holistique de la question. Un pays n'est émergent que dans la mesure où la logique mise en œuvre par le pouvoir s'assigne l'objectif de construire et de renforcer une économie autocentrée (fut-elle ouverte sur l'extérieur) et d'affirmer par là même sa souveraineté économique nationale. Cet objectif complexe implique alors que l'affirmation de cette souveraineté concerne tous les aspects de la vie économique. En particulier elle implique une politique qui permette de renforcer sa souveraineté alimentaire, comme également sa souveraineté dans le contrôle de ses ressources naturelles et l'accès à celles-ci hors de son territoire. Ces objectifs, multiples et complémentaires, font contraste avec ceux d'un pouvoir comprador qui se contente d'ajuster le modèle de croissance mis en œuvre dans le pays concerné aux exigences du système mondial dominant (« libéral-mondialisé ») et aux possibilités que celui-ci offre.

La définition de l'émergence proposée jusqu'ici ne dit rien concernant la perspective dans laquelle s'inscrit la stratégie politique de l'Etat et de la société concernés : capitalisme, ou socialisme ? Néanmoins cette question ne peut être évacuée du débat, car le choix de cette perspective par les classes dirigeantes produit des effets majeurs positifs ou négatifs du point de vue du succès même de l'émergence. Et sur ce plan je ne dirai pas que seule une option s'inscrivant dans une perspective capitaliste, qui met en œuvre des moyens de nature capitaliste (le contrôle et l'exploitation de la force de travail et une certaine liberté du marché), parce qu'elle serait « réaliste », est appelée à être couronnée de succès. Mais je ne dirai pas non plus que seule une option socialiste radicale qui remet en cause ces formes capitalistes (la propriété, l'organisation du travail, le contrôle du marché) est capable de s'inscrire dans la durée et de faire avancer la société concernée dans le système mondial.

Le rapport entre les politiques d'émergence d'une part et les transformations sociales qui l'accompagnent d'autre part ne dépend pas exclusivement de la cohérence interne des premières, mais également du degré de leur complémentarité (ou de leur conflictualité) avec les secondes. Les luttes sociales – luttes de classes et conflits politiques – ne viennent pas « s'ajuster » à ce que produit la logique du déploiement du projet d'Etat d'émergence ; elles constituent un déterminant de celui-ci. Les expériences en cours illustrent la diversité et les fluctuations de ces rapports. L'émergence est souvent accompagnée d'une aggravation des inégalités. Encore faut-il préciser la nature exacte de celles-ci : inégalités dont ces bénéficiaires sont une minorité infime ou une forte minorité (les classes moyennes) et qui se réalisent dans un cadre qui produit la paupérisation des majorités de travailleurs ou qui, au contraire, s'accompagne d'une amélioration des conditions de vie de ceux-ci, quand bien même le taux de croissance de la rémunération du travail serait inférieur à celui des revenus des bénéficiaires du système. Autrement dit les politiques mises en œuvre peuvent associer ou pas l'émergence et la paupérisation. L'émergence ne

constitue pas un statut définitif et figé qui qualifie le pays concerné ; elle est faite d'étapes successives, les premières préparant avec succès les suivantes ou au contraire engageant dans l'impasse.

De la même manière le rapport entre l'économie émergente et l'économie mondiale est lui-même en transformation constante et s'inscrit dans des perspectives générales différentes, soit que celles-ci favorisent le renforcement de la souveraineté ou au contraire l'affaiblissent, soit que celles-ci favorisent le renforcement de la solidarité sociale dans la nation ou au contraire l'affaiblissent. L'émergence n'est donc pas synonyme de croissance des exportations et montée en puissance du pays concerné mesuré de cette manière. Car cette croissance des exportations s'articule sur celle du marché interne à préciser (populaire, des classes moyennes) et la première peut devenir un soutien ou un obstacle à la seconde. La croissance des exportations peut donc affaiblir ou renforcer l'autonomie relative de l'économie émergente concernée dans ses rapports au système mondial.

On ne peut donc pas parler d'émergence en général, ni même de modèles (chinois, indien, brésilien, coréen) également en général. On doit examiner concrètement, pour chaque cas, les étapes successives de l'évolution émergente concernée, identifier leurs points forts et leurs faiblesses, analyser la dynamique du déploiement de leurs contradictions.

L'émergence est un projet politique et pas seulement économique. La mesure de son succès est donc donnée par sa capacité à réduire les moyens par lesquels les centres capitalistes dominants en place perpétuent leur domination, en dépit des succès économiques des pays émergents mesurés dans les termes de l'économie conventionnelle. J'ai pour ma part défini ces moyens en termes de contrôle par les puissances dominantes du développement technologique, de l'accès aux ressources naturelles, du système financier et monétaire global, des moyens d'information, de la disposition d'armes de destruction massive. Et j'ai soutenu la thèse de l'existence d'un impérialisme collectif de la triade (Etats Unis, Europe, Japon) qui entend conserver par tous les moyens ses positions privilégiées dans la domination de la planète et interdire aux pays émergents de remettre en question cette domination. J'en ai conclu que les ambitions des pays émergents entrent en conflit avec les objectifs stratégiques de la triade impérialiste, et que la mesure de la violence de ce conflit était donnée par le degré de radicalité des remises en cause par chacun par des pays émergents des privilèges du centre énumérés plus haut.

L'économie de l'émergence n'est donc pas dissociable de la politique internationale des pays concernés. S'alignent-ils sur la coalition politico-militaire de la triade ? acceptent-ils de ce fait les stratégies mises en œuvre par l'OTAN ? ou au contraire tentent-ils de les contrer ?

Les réflexions qui suivent concernent l'échec des tentatives d'émergence de la Turquie, de l'Iran et de l'Egypte, dans le passé lointain et proche, leur mise en déroute par les interventions des puissances impérialistes et/ou par l'essoufflement de leur capacité de faire face au défi, les concepts des classes dirigeantes en place aujourd'hui qui rendent douteuse la perspective d'une émergence de ces trois pays. Bien entendu ces réflexions se situent dans le cadre conceptuel défini dans les pages précédentes.

La Turquie

La Turquie est-elle ou non « européenne » ? Les débats sur cette question sont généralement polémiques à l'extrême et de ce fait sans fondement analytique scientifique solide. L'important est de savoir que la classe dirigeante de ce pays s'est considérée comme telle depuis bien longtemps, en remontant jusqu'à l'époque ottomane et même à 1453 lorsque Mehmet El Fateh (le conquérant de Constantinople) aurait hésité dit-on et pensé se proclamer « Empereur (orthodoxe) de Byzance/Constantinople », puis y aurait renoncé, comprenant que ses soldats, qui avaient combattu sous la bannière de l'Islam (en qualité de *ghazi*, de « conquérants »), ne l'auraient pas admis. Toujours est-il que dès le XIXe siècle, la Turquie

ottomane s'engage dans une réforme de son organisation d'Etat connue sous le nom de *Tanzimat* (« réorganisation », « perestroïka » pourrait-on dire) dont le dessein est affiché sans ambages : faire de la Turquie un pays « européen ». Que la société ottomane/turque ait permis d'avancer réellement dans cette direction ou que les progrès soient demeurés insignifiants constitue une bonne question sur laquelle les travaux d'historiens ne manquent pas.

Vers la fin du XIXe siècle un bon nombre d'intellectuels et d'hommes politiques d'action ottomans (turcs ou autres) ont fait ce bilan et – l'ayant trouvé insignifiant – se sont organisés, sous le nom de *Jeunes Turcs*, pour en accélérer le rythme, fut-ce en se débarrassant d'un Sultan jugé incapable, sans toutefois imaginer ni le renversement du khalifat/sultanat ni l'abandon de son caractère impérial/ottoman (le contrôle du Mashrek arabe). Faisant néanmoins écho à l'idéologie nationaliste des peuples européens modernes ils décidaient de se qualifier ouvertement de Turcs (et non plus d'Ottomans).

La guerre de 1914-1918 a créé les conditions pour que s'affirme sans ambiguïté le projet des *Jeunes Turcs* dont Moustapha Kemal (Atatürk) prenait la direction. Les provinces arabes perdues, le khalifat/sultanat aboli, la guerre contre l'intervention des pays de l'Entente gagnée, la nouvelle République turque pouvait s'imaginer engagée sur la voie de son européanisation triomphante.

Il s'agissait indiscutablement d'un projet d'émergence. Encore faut-il préciser que celle-ci était conçu comme on le pouvait à l'époque : par le moyen d'une transformation capitaliste de la société. Il suffisait, croyait-on, de le vouloir pour le pouvoir. L'idée que la logique du capitalisme mondialisé, par sa production d'une polarisation centres/périphéries des partenaires intégrés dans le système global, ne le permettait pas, était encore tout à fait étrangère à la pensée de l'époque. Néanmoins la concomitance du projet Atatürk et de la révolution russe aurait pu faire penser que la voie capitaliste faisait problème. Mais Atatürk et ses amis ne le pensaient pas, et les communistes turcs de l'époque n'avaient pas non plus des idées bien claires sur la question.

La réalité sociale allait donc s'imposer et façonner le déploiement réel de la nouvelle tentative d'émergence. Pour le comprendre il faut savoir, sans trop simplifier les réalités en question, qu'une « bourgeoisie » capitaliste au sens vrai du terme n'avait, au mieux, qu'une existence embryonnaire dans la Turquie de 1924. Mais il y avait une classe importante d'intellectuels, d'hommes d'Etat (pas de femmes à l'époque) et de militaires galonnés capables d'assumer seuls les responsabilités de la direction du pays. Cette classe se recrutait dans l'Ouest du pays – Istanbul, Edirne, Smyrne - et était qualifiée (se qualifiait elle-même) de « Roumenia » dont la racine Roum (Rome, c'est-à-dire Byzance) indique bien l'aspiration culturelle. L'Est – l'Anatolie – était exclusivement paysanne. Les Turcs de l'époque se reconnaissaient – Rouméliens, donc « civilisés » (et « européens »), ou Anatoliens, donc pauvres hères à peine civilisés. Bien entendu les Rouméliens étaient laïques ou même pour beaucoup athéistes ; par contre les paysans d'Anatolie ne s'imaginaient pas autres que Musulmans pratiquants.

La classe dirigeante roumélienne /ataturkiste était nationaliste au sens intolérant et chauvin du terme. Elle n'a jamais voulu reconnaître la réalité du génocide des Arméniens, ni même du traitement ignoble auquel elle a soumis les rares enfants arméniens épargnés, islamisés de force et discriminés, pas plus que la réalité kurde ou celle des Arabes du Hatay. Tous les gouvernements d'Ankara, y compris celui des Islamistes d'aujourd'hui, partagent ce chauvinisme. Alors que les idéologues de l'Islam politique « arabe » privilégient l'identité islamique au point de prétendre reléguer aux oubliettes toute autre identité – arabe ou amaziqh par exemple (« Nous ne sommes ni Algériens, ni Arabes, ni Berbères, nous ne sommes que Musulmans » proclament ces idéologues), l'Islam politique turc s'affirme comme tel (un Turc – et il n'y a pas de « kurde » – est musulman, mais également turc).

Le seul modèle de développement et de modernisation pensable et possible dans ces conditions était au plan économique celui d'un capitalisme d'Etat et au plan politique celui d'un despotisme éclairé. Au demeurant les masses populaires, paysannes et urbaines, n'en exigeaient pas la mise en pratique. Et tant que le déploiement du modèle leur apportait des bénéfices réels, plus en termes de montée dans la hiérarchie sociale par l'éducation des enfants que dans ceux d'améliorations sensibles des niveaux de vie, le despotisme éclairé bénéficiait d'une légitimité incontestable, aux yeux des peuples concernés. Et encore davantage lorsqu'il était associé à des postures anti-impérialistes affichées.

C'est précisément à partir de là que la tentative turque d'émergence va se séparer de celles des pays arabes. Les pouvoirs nationaux dans ces derniers seront, comme on le verra à partir de l'exemple de l'Egypte nassérienne, systématiquement combattus par les puissances impérialistes. Le régime turc ne l'a jamais été. C'était là à la fois sa force et sa faiblesse.

Dès 1945 la Turquie – alors encore kémaliste – opte pour l'alliance occidentale contre la menace soviétique (formulée malencontreusement par les revendications de Staline en 1945 concernant Kars et Ardahan et le statut des détroits du Bosphore). La Turquie sera un membre fondateur de l'OTAN, à une époque où l'on n'exigeait pas de ses membres une quelconque déclaration de démocratie.

L'essoufflement du capitalisme d'Etat kémaliste va alors permettre à l'allié (et non l'ennemi) étatsunien de réintégrer la Turquie dans le capitalisme mondialisé de l'après guerre. Washington « conseille » Ankara et obtient des « élections » qui en 1950 vont porter Menderes au pouvoir. Or la victoire électorale de ce dernier va transformer les rapports des forces entre l'élite kémaliste roumélienne et la paysannerie anatolienne. Menderes s'appuie principalement sur une classe nouvelle de paysans riches anatoliens, produite par ce développement même de l'agriculture, quand bien même celui-ci serait-il demeuré modeste jusqu'alors. La fin du privilège de l'élite roumélienne/kémaliste se dessinait et va aller en s'amplifiant. Le nouveau modèle, suggéré et soutenu par les Etats Unis, la Banque Mondiale et tutti quanti, place en effet l'accent sur le développement d'une agriculture capitaliste. Mais la classe des paysans riches qui en est le bénéficiaire demeure « musulmane » et s'affirme comme telle face à l'Etat kémaliste. La compradorisation du mode de développement de la Turquie s'affirme graduellement et pleinement : agriculture capitaliste, ouverture à la sous traitance industrielle, privatisation des segments du capitalisme d'Etat d'origine, soupape de l'émigration massive pour les paysans pauvres d'Anatolie) etc. La nouvelle classe d'affairistes, associés et bénéficiaires du développement compradorisé, se recrute désormais principalement parmi les enfants de la paysannerie riche d'Anatolie.

Au plan politique les derniers défenseurs du kémalisme – l'Armée – vogueront de défaite en défaite (en dépit de la restauration de leur dictature à deux reprises) jusqu'au jour, distant seulement de quelques années, où l'Islam politique turc anatolien s'imposera comme la force désormais dominante dans la société.

Cette évolution, que je définis comme celle d'une re-compradorisation qui met un terme au projet d'émergence kémaliste, s'accompagne par l'affirmation ferme de la continuité sur le point essentiel que constitue l'appartenance à l'OTAN, c'est-à-dire le soutien des stratégies de la triade impérialiste. C'est dans ce sens que j'ai dit que la Turquie était « la Colombie du Moyen Orient ». Et pour qui se ferait des illusions sur ce sujet je renvoie à mon analyse des interventions d'Ankara dans la crise syrienne en cours.

Bien entendu l'allié turc des Etats Unis reste un candidat à l'adhésion à l'Union Européenne, car il n'y a aucune contradiction mais au contraire une bonne complémentarité entre les appartenances à cette Union et à l'OTAN. Ce projet d' « européanisation », qui nourrit l'illusion que la Turquie nouvelle est toujours l'héritière du kémalisme, constitue une question réelle, bien que mineure. Que les différentes forces politiques dans l'Union européenne souhaitent pour les unes, rejettent pour les autres, la candidature

turque, que la justification de leurs postures mobilise à cette fin des arguments polémiques (un pays « musulman » dans l'Europe « chrétienne » - jamais) constituent également des questions réelles, mais tout de même secondes. Mais la compradorisation (antinomie de l'émergence) de la Turquie contemporaine finit quand même par user l'enthousiasme des adhérents à « l'euroanéité ». Alors la Turquie va-t-elle se re-découvrir « moyen orientale », ou même « touranienne » ? Et quelle serait la portée éventuelle de ce changement de cap.

La Turquie est active au Moyen Orient. Mais quel rôle y remplit-elle ? En fait la Turquie intervient ici comme l'allié des Etats Unis et non comme une puissance émergente autonome. Cela n'est pas nouveau. En son temps la Turquie avait été au centre du « pacte de Bagdad » refusé par Nasser puis par la révolution irakienne de 1958. La Turquie est – et reste – l'allié militaire d'Israël. Elle intervient aujourd'hui en Syrie pour le compte de Washington. La Turquie est donc bel et bien « la Colombie du Moyen Orient ». L'alternative touranienne au rejet européen s'était dessinée une première fois en 1918 et Enver Pacha en avait tenté l'aventure. La construction soviétique avait mis un terme à ces ambitions un peu folles ; son effondrement paraît la faire renaître de ses cendres. Mais la Turquie ici encore ne pourrait guère remplir de fonctions allant au-delà du soutien de l'allié subalterne au déploiement des stratégies de son maître étatsunien.

Les postures politiques prises par les pouvoirs en place dans les pays du Sud ne sont pas neutres dans leurs effets sur les orientations du développement économique. L'inscription dans le sillage des options de la géostratégie de l'impérialisme est associé naturellement à la soumission aux exigences de la compradorisation économique, l'antinomie même de l'émergence. L'Islam politique turc est, comme celui des pays arabes ou du Pakistan, réactionnaire dans ses postures sociales ; il se pose ouvertement en adversaire déclaré des luttes ouvrières et paysannes. C'est à ce titre qu'il est admis par les chancelleries occidentales, toujours prêtes à lui décerner un certificat de démocratie.

Les pays émergents doivent forcément entrer en conflit avec l'impérialisme dominant, même si ce conflit demeure feutré et si son intensité est variable d'un pays et d'un moment à l'autre. Mais inversement, suffira-t-il d'être traité en adversaire par les puissances impérialistes pour devenir un candidat possible à l'émergence ?

L'Iran

L'Iran est une vieille et grande nation, fière de son histoire, qui réagit fort tôt à la menace européenne (anglaise et russe). Dès 1905/1907 elle fait une révolution contre le régime de la dynastie décadence des Qadjars jugée incapable de résister aux étrangers. La révolution constitutionnelle iranienne fut la première de son genre au Moyen Orient. Elle ouvrait le début de l'ère de modernité en Iran. De surcroît des intellectuels qui avaient été formés dans le Caucase russe au sein du POSDR (qui produira le bolchévisme) ont joué un rôle important dans cette révolution et donné à l'avant-garde iranienne une conscience plus précise qu'ailleurs des enjeux et de la relation qui associe la domination impérialiste au pouvoir local de classes exploiteuses anciennes (« féodales »).

Le pouvoir nouveau des Pahlevi qui se met en place à partir de 1921 (bien que Reza ne deviendra Shah d'Iran qu'en 1926) a revêtu de ce fait un caractère particulier : réactionnaire au plan de ses postures sociales, mais néanmoins refusant de devenir le laquais des forces dominantes à l'échelle internationale. Reza Shah abolit en 1928 le régime inégal des « capitulations » que les puissances européennes avaient imposé. Il crée un véritable pouvoir

d'Etat central qui met un terme au régime traditionnel de gestion du pays par les tribus (*Molouk al tavaef*). Il promulgue un code civil, crée une armée nationale, une gendarmerie et une police, établit le service militaire obligatoire, met en place un service postal d'Etat, ouvre des routes et des voies ferrées, inaugure le premier véritable réseau d'écoles publiques pour garçons et filles indépendantes du clergé. L'Etat prend également l'initiative de créer les premières industries : textiles, conserveries, sucreries. Néanmoins l'Iran demeure respectueuse des intérêts supérieurs de la Grande Bretagne (dans le domaine pétrolier en particulier) et le pouvoir se déclare anti communiste (la loi de 1931 interdit la diffusion des idées « communistes »). Les sympathies pro nazi de Reza Shah obligent les Alliés (Britanniques et Soviétiques) à le déposer et le remplacer par son fils Mohammed Reza.

Les effets à long terme de la présence soviétique dans le Nord du pays pendant la seconde guerre mondiale, le soutien qu'elle a apporté aux constructions de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan autonomes, l'émergence d'un parti anti-impérialiste et socialiste puissant (le *Toudeh*), la position nationaliste prise en 1951 par son premier ministre Mossadeq qui ose nationaliser le pétrole, n'ont pas pu être effacés par le coup d'état soutenu par la CIA qui a permis à Mohamad Reza Shah de renverser la vapeur et de rejoindre le camp occidental.

Pour faire face au défi des forces démocratiques, nationalistes et progressistes, puissantes en Iran, Mohamad Reza Shah s'engage alors dans une « révolution blanche » à partir de 1962, associée à une posture internationale « neutraliste ». Certes la réforme agraire n'en est pas réellement une ; elle ne réduit pas beaucoup le pouvoir et la richesse des latifundiaires, bien qu'elle les encourage à la modernisation, mais elle facilite l'émergence d'une nouvelle paysannerie riche. A cela s'ajoutent la modernisation des mœurs (notamment en faveur des femmes) et l'effort déployé dans le domaine de l'éducation. Les postures neutralistes – le rapprochement avec l'URSS (en 1965) et la Chine (en 1970), la récupération de la maîtrise du pétrole (en 1973) sont, dans ces conditions, acceptées par les puissances occidentales, qui n'ont guère d'alternative meilleure possible. Le régime, policier à l'extrême (les crimes de sa police politique, la *Savak* en ont fait la réputation méritée), est la seule garantie du maintien de l'ordre social réactionnaire. Simultanément *Toudeh* abandonne ses positions radicales d'origine et va jusqu'à soutenir les réformes du Shah, comme plus tard il ira jusqu'à rallier le régime khomeyniste, amorçant ainsi sa perte de crédibilité dans les classes populaires et l'intelligentsia révolutionnaire. Finalement le projet de Mohamad Reza Shah était bel et bien un projet d'émergence bien que conçu dans le cadre du capitalisme (en partie d'un capitalisme d'Etat je dirai). Ses limites et ses contradictions sont le produit de cette option de principe.

Ce système conserve donc un caractère comprador marqué que le bénéfice de la rente pétrolière renforcera. La rente favorise les importations faciles qui font une concurrence destructive aux industries locales (textiles, cimenteries). L'agriculture elle même souffre des importations massives d'excédents de blé américain, un système qui réduit à la misère des centaines de milliers de paysans des régions arides producteurs ancestraux de blé. Mohammad Reza craignait d'ailleurs l'émergence d'une véritable bourgeoisie nationale et préfère s'appuyer sur la bourgeoisie commerçante traditionnaliste conservatrice. La destruction du *Toudeh* par la violence policière, comme le glissement opportuniste de ce parti, allaient créer un grand vide politique et ouvrir la voie à une nouvelle force de contestation apparente du régime, s'organisant

autour des Mollahs chiites et de leur leader l'Ayatollah Khomeyni. Le régime islamiste qui en est issu, en place depuis 1979, est demeuré, de ce fait, miné par ses contradictions internes. Il était sur le fond, en termes de conceptions de la société à « reconstruire », fondamentalement réactionnaire, non pas seulement dans ses postures culturelles (le voile des femmes etc.), mais encore dans son rapport à la vie économique et sociale. Deux classes sociales réactionnaires lui fournissaient l'essentiel de ses appuis : les « bazaris », c'est-à-dire la bourgeoisie commerçante/compradore d'allure traditionnelle, la nouvelle paysannerie riche. Le régime héritait d'un capitalisme en partie d'Etat, comme je l'ai dit, géré par des « technocrates » ralliés à la dictature du Shah. Ce que le régime en a fait a consisté simplement à substituer à cette gestion « civile » une gestion confiée aux religieux. Des Mollahs partout en position de gestionnaires, s'enrichissant bien entendu sans souci de donner une cohérence d'ensemble au projet de modernisation du Shah – devenue modernisation contrôlée par les hommes de religion – lui-même malade de ses limites et contradictions. Mais simultanément, parce que le régime du Shah avait été « pro-occidental » (en dépit de ses postures neutralistes) le nouveau régime pouvait se parer des oripeaux d'un anti-impérialisme confondu avec l'anti-occidentalisme.

La confusion est donc extrême. Elle explique que tant d'analystes occidentaux croient possible de qualifier le système de « moderniste » (« l'Islam moderniste » disent-ils). Ils se fondent pour le prouver sur des évolutions réelles, mais qui n'ont pas la signification qu'ils leur donnent. Oui l'âge du mariage des femmes s'est élevé, oui il y a un nombre grandissant de femmes qui travaillent et occupent même des postes de responsabilité. Mais ces évolutions, on les retrouve partout dans le monde au Sud (sauf dans les pays du Golfe !) comme au Nord (car le monde « change » toujours bien entendu). Et la modernité – sans parler de l'émancipation – exige bien davantage.

La réaction de Washington – qui avait tenté de soutenir le Shah jusqu'au bout – a motivé à son tour une posture iranienne attendue, nationaliste bien entendu. C'est alors que Washington a cru possible la mobilisation de son allié de l'époque – l'Iraq de Saddam Hussein – pour s'engager dès 1980 dans une guerre criminelle et absurde de 10 ans. La constitution, sous la houlette de Washington, d'un camp « arabe » (le Golfe soutenant l'Iraq) a inauguré une hostilité Iran (chiite de surcroît) / Golfe (sunnite pour l'essentiel et pour toutes ses monarchies) qu'on a prétendu atavique. Elle ne l'est guère en fait et ne traverse nullement toute l'histoire de la région comme le serait une réalité immanente, invariable et constante. Mais elle peut, bêtise généralisée aidant, paraître être telle : les Islams politiques réactionnaires et arriérés des uns et des autres s'y emploient.

Dans ce cadre l'Iran (islamiste, chiite, khomeyniste) devenait l'adversaire des puissances occidentales, bien qu'il ne l'ait pas voulu. Car l'Iran khomeyniste ne concevait pas la gestion de son économie autrement que pas les règles simples du marché et du capitalisme tel qu'il est, c'est-à-dire d'un capitalisme dépendant. Un modus vivendi aurait été facile à définir entre ce système local et le capitalisme mondialisé dominant. Les mollahs – en particulier les prétendus « réformateurs » parmi eux – l'ont recherché. Le Golfe s'est employé à faire échouer leurs tentatives, en excitant Washington.

L'option nucléaire de Téhéran ne pouvait donc qu'envenimer l'atmosphère. Il ne s'agissait pourtant pas là d'une initiative nouvelle du régime khomeyniste. C'était le Shah Mohamad Reza qui avait engagé son pays dans cette voie ; et à l'époque, Washington n'y voyait rien à redire. Le régime khomeyniste n'a fait que poursuivre dans cette voie. Et on ne saurait le lui reprocher, même dans l'hypothèse que derrière le nucléaire civil se profile le risque de nucléaire militaire. Il n'y a véritablement aucune raison d'accepter le point de vue de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN concernant la « prolifération ». Car celle-ci n'est déclarée dangereuse que lorsqu'un adversaire potentiel des puissances impérialistes pourrait en bénéficier. Le silence concernant l'équipement nucléaire monstrueux d'Israël traduit la méthode de jugement des puissances occidentales : deux poids/deux mesures. Et si la dénucléarisation devait être mise en route (ce qui serait plus que souhaitable) cela ne pourrait se faire que si elle est amorcée par celle du pays qui menace le plus la terre entière : les Etats Unis. On agite donc la menace de l'agression contre l'Iran et on mobilise à cette fin les aboyeurs de Tel Aviv.

La situation est d'autant plus complexe que l'occupation de l'Iraq par les Etats Unis et l'enlèvement dans la guerre d'Afghanistan n'ont pas donné les résultats que Washington en attendait. Certes l'Iraq a été détruite, non pas seulement son Etat (éclaté de facto en quatre régimes : Sunnite, chiite, kurde N°1 et kurde N° 2 !), mais sa société dont, entre autre, tous les cadres scientifiques ont été assassinés sur ordre des occupants. Mais la destruction de l'Iraq a en même temps donné une carte à Téhéran, qui peut y mobiliser ses amis (« chiites ») s'il le faut. Pour contourner le problème Washington a alors décidé d'affaiblir l'Iran en détruisant ses alliés régionaux, la Syrie en premier lieu !

Tout cela confirme bien que le conflit politique entre l'Iran et les Etats Unis est bien réel. Mais ce fait ne change rien à la question posée dans cette réflexion : l'Iran est-elle sur la voie de l'émergence ? Ma réponse est purement et simplement négative : rien dans l'évolution du système économique de l'Iran ne permet de voir le pays sortir du « lumpen-développement » dans lequel l'Islam politique khomeyniste l'a enfermé. Il ne suffit pas d'être considéré par les puissances impérialistes comme un de leurs adversaires pour devenir de ce fait – et miraculeusement – un pays émergent.

L'Egypte

L'Égypte a été le premier pays de la périphérie du capitalisme mondialisé qui a tenté « d'émerger ». Bien avant le Japon et la Chine, dès le début du XIXe siècle Mohammed Ali avait conçu et mis en œuvre un projet de rénovation de l'Égypte et de ses voisins immédiats du Mashreq arabe. Cette expérience forte a occupé les deux tiers du XIXe siècle et ne s'est essoufflée que tardivement dans la seconde moitié du règne du Khédive Ismail, au cours des années 1870. L'analyse de son échec ne peut ignorer la violence de l'agression extérieure de la puissance majeure du capitalisme industriel central de l'époque – la Grande Bretagne. Par deux fois, en 1840, puis dans les années 1870 par la prise du contrôle des finances de l'Égypte khédivale, enfin par l'occupation militaire (en 1882), l'Angleterre a poursuivi avec acharnement son objectif : la mise en échec de l'émergence d'une Égypte moderne. Sans doute le projet égyptien connaissait-il des limites, celles qui définissaient l'époque, puisqu'il s'agissait évidemment d'un projet d'émergence dans et par le capitalisme, à la différence du projet de la seconde tentative égyptienne (1919-1967) sur laquelle je reviendrai. Sans doute, les contradictions sociales propres à ce projet comme les conceptions politiques, idéologiques et culturelles sur la base

desquelles il se déployait ont-elles leur part de responsabilité dans cet échec. Il reste que sans l'agression de l'impérialisme ces contradictions auraient probablement pu être surmontées, comme l'exemple japonais le suggère.

L'Égypte émergente battue a été alors soumise pour près de quarante ans (1880-1920) au statut de périphérie dominée, dont les structures ont été refaçonnées pour servir le modèle de l'accumulation capitaliste / impérialiste de l'époque. La régression imposée a frappé, au-delà du système productif du pays, ses structures politiques et sociales, comme elle s'est employée à renforcer systématiquement des conceptions idéologiques et culturelles passéistes et réactionnaires utiles pour le maintien du pays dans son statut subordonné.

L'Égypte, c'est à dire son peuple, ses élites, la nation qu'elle représente, n'a jamais accepté ce statut. Ce refus obstiné est à l'origine donc d'une seconde vague de mouvements ascendants qui s'est déployée au cours du demi-siècle suivant (1919-1967). Je lis en effet cette période comme un moment continu de luttes et d'avancées importantes. L'objectif était triple : démocratie, indépendance nationale, progrès social. Ces trois objectifs – quelles qu'en aient été les formulations limitées et parfois confuses – sont indissociables les uns des autres. Dans cette lecture, le chapitre ouvert par la cristallisation nassériste (1955-1967) n'est rien d'autre que le dernier chapitre de ce moment long du flux d'avancée des luttes, inauguré par la révolution de 1919-1920.

Le premier moment de ce demi-siècle de montée des luttes d'émancipation en Égypte avait mis l'accent – avec la constitution du Wafd en 1919 – sur la modernisation politique par l'adoption d'une forme bourgeoise de démocratie constitutionnelle et sur la reconquête de l'indépendance. La forme démocratique imaginée permettait une avancée laïcisante – sinon laïque au sens radical du terme – dont le drapeau (associant le croissant et la croix) – qui a fait sa réapparition dans les manifestations de 2011) - constitue le symbole. Des élections « normales » permettaient alors non seulement à des Coptes d'être élus par des majorités musulmanes, mais encore davantage à ces mêmes Coptes d'exercer de très hautes fonctions dans l'Etat, sans que cela ne pose le moindre problème. Tout l'effort de la puissance britannique, avec le soutien actif du bloc réactionnaire constitué par la monarchie, les grands propriétaires et les paysans riches, s'est employé à faire reculer les avancées démocratiques de l'Égypte wafdiste. La dictature de Sedki Pacha, dans les années 1930 (abolition de la constitution démocratique de 1923) s'est heurtée au mouvement étudiant, fer de lance à l'époque des luttes démocratiques anti-impérialistes. Ce n'est pas un hasard si, pour en réduire le danger, l'ambassade britannique et le Palais royal ont alors soutenu activement la création des Frères musulmans (1927) qui s'inspiraient de la pensée « islamiste » dans sa version « salafiste » (passéiste) wahabite formulée par Rachid Reda, c'est à dire la version la plus réactionnaire (antidémocratique et anti progrès social) du nouvel « Islam politique ». La conquête de l'Éthiopie entreprise par Mussolini et la perspective d'une guerre mondiale se dessinant, Londres s'est trouvé obligé de faire des concessions aux forces démocratiques, permettant le retour du Wafd en 1936 et la signature du Traité anglo-égyptien de la même année – un Wafd au demeurant lui-même « assagi ». La seconde guerre mondiale a, par la force des choses, constitué une sorte de parenthèse. Mais le flux de montée des luttes a repris dès le 21 février 1946, avec la constitution du bloc étudiant-ouvrier, renforcé dans sa radicalisation par l'entrée en scène des communistes et du mouvement ouvrier. Là encore, les forces de la réaction égyptienne soutenues par Londres ont réagi avec violence et mobilisé à cet effet les Frères musulmans qui ont soutenu une seconde dictature de Sedki Pacha, sans parvenir à faire taire le mouvement. Le Wafd revenu au gouvernement, sa dénonciation du Traité de 1936, l'amorce de la guérilla dans la zone du Canal encore occupée, n'ont été mis en déroute que par l'incendie du Caire (1951), une opération dans laquelle les Frères musulmans ont trempé.

Le premier coup d'État des Officiers libres (1952), mais surtout le second inaugurant la prise de contrôle de Nasser (1954) sont alors venus pour « couronner » cette période de flux continu des luttes selon les uns, ou pour y mettre un terme, selon les autres. Le nassérisme a substitué à cette lecture que je propose de l'éveil égyptien un discours idéologique abolissant toute l'histoire des années 1919-1952 pour faire remonter la « révolution égyptienne » à juillet 1952. A l'époque, beaucoup parmi les communistes avaient dénoncé ce discours et analysé les coups d'Etat de 1952 et 1954 comme destinés à mettre un terme à la radicalisation du mouvement démocratique. Ils n'avaient pas tort, car le nassérisme ne s'est cristallisé comme projet anti-impérialiste qu'après Bandoung (avril 1955). Le nassérisme a alors réalisé ce qu'il pouvait donner : une posture internationale résolument anti-impérialiste (associée aux mouvements panarabe et panafricain), des réformes sociales progressistes (mais non « socialistes »). Le tout, par en haut, non seulement « sans démocratie » (en interdisant aux classes populaires le droit de s'organiser par elles-mêmes et pour elles-mêmes), mais en « abolissant » toute forme de vie politique. Le vide créé appelait l'Islam politique à le remplir. Le projet a alors épuisé son potentiel d'avancées en un temps bref – dix années de 1955 à 1965. L'essoufflement offrait à l'impérialisme, dirigé désormais par les États-Unis, l'occasion de briser le mouvement, en mobilisant à cet effet leur instrument militaire régional : Israël. La défaite de 1967 marque alors la fin de ce demi-siècle de flux. Le reflux est amorcé par Nasser lui-même, choisissant la voie des concessions à droite – (« l'*infitah* » – l'ouverture, entendre « à la mondialisation capitaliste ») plutôt que la radicalisation pour laquelle se battaient, entre autres, les étudiants (dont le mouvement occupe le devant de la scène en 1970, peu avant puis après la mort de Nasser). Sadate qui succède, accentue la portée de la dérive à droite et intègre les Frères musulmans dans son nouveau système autocratique. Moubarak poursuit dans la même voie.

L'Égypte de Nasser avait mis en place un système économique et social critiquable mais cohérent. Nasser avait fait le pari de l'industrialisation pour sortir de la spécialisation internationale coloniale qui cantonnait le pays à l'exportation de coton. Ce système a assuré une répartition des revenus favorable aux classes moyennes en expansion, sans appauvrissement des classes populaires. Sadate et Moubarak ont œuvré au démantèlement du système productif égyptien, auquel ils ont substitué un système totalement incohérent, exclusivement fondé sur la recherche de la rentabilité d'entreprises qui ne sont pour la plupart que des sous-traitants du capital des monopoles impérialistes. Les taux de croissance égyptiens, prétendument élevés, qu'exalte depuis trente ans la Banque mondiale, n'ont aucune signification. La croissance égyptienne est vulnérable à l'extrême. Cette croissance, par ailleurs, s'est accompagnée d'une incroyable montée des inégalités et du chômage qui frappe une majorité de jeunes. Cette situation était explosive ; elle a explosé.

Pendant la période de Bandoung et du Non Alignement (1955/1970-75), certains pays arabes se situaient aux avant-gardes des luttes pour la libération nationale et le progrès social. Ces régimes (Nasser, le FLN, le Baas) n'étaient pas démocratiques au sens occidental du terme (il s'agissait de régimes de parti unique), ni au sens que je donne au terme qui implique le pouvoir exercé par les classes populaires par elles-mêmes. Mais ils n'en étaient pas moins parfaitement légitimes par les réalisations importantes à leur actif : un bond gigantesque de l'éducation qui permettait une ascension sociale vers le haut (les enfants de classes populaires entrant dans les classes moyennes en expansion), de la santé, des réformes agraires, des garanties d'emploi au moins pour tous les diplômés de tous les niveaux. Associées à des politiques d'indépendance anti impérialiste, ces réalisations faisaient la force des régimes, en dépit de l'hostilité permanente des puissances impérialistes et des agressions militaires perpétrées par l'intermédiaire d'Israël.

Mais, après avoir réalisé ce dont ils étaient capables en deux décennies par les moyens qui leur étaient propres (des réformes mises en œuvre par en haut, sans jamais autoriser les classes populaires à s'organiser par elles même), ces régimes se sont essouffés. L'heure de la contre-offensive de

l'impérialisme avait sonné. Pour conserver leur pouvoir, les classes dirigeantes ont alors accepté de se soumettre aux exigences nouvelles dites du « néo libéralisme » -ouverture extérieure incontrôlée, privatisations etc. De ce fait en quelques années tout ce qui avait été acquis a été perdu : retour massif du chômage et de la pauvreté, inégalités scandaleuses, corruption, abandon international de la dignité et soumission aux exigences de Washington, voire d'Israël. En réponse à l'érosion rapide de leur légitimité les régimes ont répondu en glissant vers des pratiques de répression policières aggravées, avec le soutien de Washington.

La période de reflux (1967-2011) couvre à son tour presque un demi-siècle. L'Égypte, soumise aux exigences du libéralisme mondialisé et aux stratégies des Etats-Unis, a cessé d'exister comme acteur actif régional et international. Dans la région, les alliés majeurs des Etats-Unis – l'Arabie saoudite et Israël – occupent le devant de la scène. Israël peut alors s'engager dans la voie de l'expansion de sa colonisation de la Palestine occupée, avec la complicité tacite de l'Égypte et des pays du Golfe.

La dépolitisation a été décisive dans la montée en scène de l'Islam politique. Cette dépolitisation n'est certainement pas spécifique à l'Égypte nassérienne puis post nassérienne. Elle a été la pratique dominante dans toutes les expériences nationales populaires du premier éveil du Sud et même dans celles des socialismes historiques après que la première phase de bouillonnement révolutionnaire ait été dépassée. Dénominateur commun : la suppression de la pratique démocratique (que je ne réduis pas à la tenue d'élections pluripartites), c'est-à-dire du respect de la diversité des opinions et des propositions politiques, et de leur organisation éventuelle. La politisation exige la démocratie. Et la démocratie n'existe que lorsque la liberté est donnée aux « adversaires ». Dans tous les cas sa suppression, à l'origine donc de la dépolitisation, est responsable du désastre ultérieur. Que celui-ci prenne la forme de retours aux passésismes (religieux ou autres). Ou qu'il prenne celle de l'adhésion au « consumisme » et au faux individualisme proposée par les médias occidentaux, comme ce fut le cas chez les peuples de l'Europe orientale et de l'ex URSS, comme c'est le cas ailleurs également non pas seulement au sein des classes moyennes (bénéficiaires éventuels du développement) mais également au sein des classes populaires qui, faute d'alternative, aspirent à en bénéficier, même à une toute petite échelle (ce qui est évidemment parfaitement compréhensible et légitime).

Dans le cas des sociétés musulmanes cette dépolitisation revêt la forme principale du « retour » (apparent) de l'Islam. L'articulation associant le pouvoir de l'Islam politique réactionnaire, la soumission compradore et la paupérisation par l'informalisation de l'économie de bazar (le lumpen développement) n'est pas spécifique à l'Égypte. Elle caractérise déjà la plupart des sociétés arabes et musulmanes, jusqu'au Pakistan et au-delà. Cette même articulation opère en Iran ; le triomphe de cette économie de bazar avait été signalé dès le départ comme le résultat majeur de la « révolution khomeyniste ». Cette même articulation pouvoir islamique/économie de marché de bazar a dévasté la Somalie, désormais effacée de la carte des nations existantes.

La question de la politisation démocratique constitue, dans le monde arabe comme ailleurs, l'axe central du défi. Notre époque n'est pas celle d'avancées démocratiques, mais au contraire de reculs dans ce domaine. La centralisation extrême du capital des monopoles généralisés permet et exige la soumission inconditionnelle et totale du pouvoir politique à ses ordres. L'accentuation de pouvoirs « présidentiels », d'apparence individualisés à l'extrême mais en fait intégralement soumis au service de la ploutocratie financière, constitue la forme de cette dérive qui annihile la portée de la défunte démocratie bourgeoise (elle-même renforcée un temps par les conquêtes des travailleurs) et lui substitue la farce démocratique. Dans les périphéries les embryons de démocratie, quand ils existent, associés à des régressions sociales encore plus violentes que dans les centres du système, perdent leur crédibilité. Le recul de la démocratie est synonyme de dépolitisation. Car celle-ci implique l'affirmation sur la scène de *citoyens* capables de formuler des projets de société *alternatifs*, et non seulement d'envisager, par des élections sans portée, « l'alternance » (sans changement !). Le citoyen capable d'imagination créatrice disparu, l'individu dépolitisé qui lui succède est un *spectateur passif* de la scène politique, un *consommateur* modelé par le système qui se pense (à tort) *individu libre*. Avancer sur les chemins de la démocratisation des sociétés et de la re politisation des peuples sont indissociables. Mais par où commencer ? Le mouvement peut être amorcé à partir de l'un ou de l'autre

de ces deux pôles. Rien ici ne peut être substitué à l'analyse concrète des situations en Algérie, en Egypte, tout comme en Grèce, en Chine, au Congo, en Bolivie, en France ou en Allemagne. A défaut d'avancées visibles dans ces directions le monde s'engagera, comme il l'est déjà, dans la tourmente chaotique associée à l'implosion du système. Le pire est alors à craindre.

L'apparente « stabilité du régime » que Washington vantait reposait sur une machine policière monstrueuse (1 200 000 hommes contre 5 00 000 seulement pour l'armée), qui se livrait à des abus criminels quotidiens. Les puissances impérialistes prétendaient que ce régime « protégeait » l'Égypte de l'alternative islamiste. Or, il ne s'agit là que d'un mensonge grossier. En fait, le régime avait parfaitement intégré l'Islam politique réactionnaire (le modèle wahabite du Golfe) dans son système de pouvoir, en lui concédant la gestion de l'éducation, de la justice et des médias majeurs (la télévision en particulier). Le seul discours autorisé était celui des mosquées confiées aux Salafistes, leur permettant de surcroît de faire semblant de constituer « l'opposition ». La duplicité cynique du discours de l'establishment des États-Unis (et sur ce plan Obama n'est pas différent de Bush) sert parfaitement ses objectifs. Le soutien de fait à l'Islam politique annihile les capacités de la société à faire face aux défis du monde moderne (il est à l'origine du déclin catastrophique de l'éducation et de la recherche), tandis que la dénonciation occasionnelle des « abus » dont il est responsable (assassinats de Coptes, par exemple) sert à légitimer les interventions militaires de Washington engagé dans la soit disant « guerre contre le terrorisme ». Le régime pouvait paraître « tolérable » tant que fonctionnait la soupape de sécurité que représentait l'émigration en masse des pauvres et des classes moyennes vers les pays pétroliers. L'épuisement de ce système (la substitution d'immigrés asiatiques à ceux en provenance des pays arabes) a entraîné la renaissance des résistances. Les grèves ouvrières de 2007 – les plus fortes du continent africain depuis 50 ans – la résistance obstinée des petits paysans menacés d'expropriation par le capitalisme agraire, la formation de cercles de protestation démocratique dans les classes moyennes (les mouvements *Kefaya* et du 6 avril) annonçaient l'inévitable explosion - attendue en Égypte, même si elle a surpris les « observateurs étrangers ». Nous sommes donc entrés dans une phase nouvelle de flux des luttes d'émancipation dont il nous faut alors analyser les directions et les chances de développement.

L'histoire de l'Égypte moderne est celle de vagues successives de tentatives d'émergence conçues certes dans le cadre d'un modèle de société capitaliste pour l'essentiel, mais néanmoins associé à des transformations sociales progressistes et à des avancées démocratiques, bénéficiant de surcroît d'une conscience claire qu'il lui fallait affronter l'hostilité des puissances dominantes. L'avortement de ces tentatives doit être largement attribué à cette hostilité, bien plus agissante contre l'Égypte qu'elle ne l'a été contre d'autres, la Turquie moderne en particulier.

L'Égypte est entrée, à partir de 2011, dans une phase nouvelle de son histoire. L'analyse que j'ai proposée des composantes du mouvement démocratique, populaire et national en action et des stratégies de l'adversaire réactionnaire local et de ses alliés extérieurs permet d'imaginer les voies diverses possibles ouvertes ou fermées à la transformation de la société. En conclusion de cette analyse je constatais qu'à l'heure actuelle rien ne permet de dire que l'Égypte était engagée sur la voie de l'émergence. Au contraire, pour l'avenir visible, l'Égypte paraît s'enfoncer dans la combinaison fatale lumpen-développement/pouvoir de l'Islam politique/soumission à la domination du système impérialiste mondialisé. Mais la lutte continuera et permettra peut être de sortir de cette impasse et de ré-inventer une voie d'émergence appropriée.

Emergence et lumpen développement

Il n'y a pas d'émergence sans une politique d'Etat, assise sur un bloc social confortable qui lui donne légitimité, capable de mettre en œuvre avec cohérence un projet de construction d'un système productif national autocentré et d'en renforcer l'efficacité par des politiques systématiques assurant à la grande majorité des classes populaires la participation aux bénéfices de la croissance.

Aux antipodes de l'évolution favorable que dessinerait un projet d'émergence authentique de cette qualité la soumission unilatérale aux exigences du déploiement du capitalisme mondialisé des monopoles généralisés ne produit que ce que j'appellerai un « lumpen-développement ». J'emprunte ici librement le vocable par lequel le regretté André Gunder Frank avait analysé une évolution analogue, mais dans d'autres conditions de temps et de lieu. Aujourd'hui le lumpen-développement est le produit de la désintégration social accélérée associée au modèle de « développement » (qui de ce fait ne mérite pas son nom) imposé par les monopoles des centres impérialistes aux sociétés des périphéries qu'ils dominent. Il se manifeste par la croissance vertigineuse des activités de survie (la sphère dite informelle), autrement dit par la paupérisation inhérente à la logique unilatérale de l'accumulation du capital.

On remarquera que je n'ai pas qualifié l'émergence de « capitaliste » ou de « socialiste ». Car l'émergence est un processus qui associe dans la complémentarité, mais également la conflictualité, des logiques de gestion capitaliste de l'économie et des logiques « non capitalistes » (donc potentiellement socialistes) de gestion de la société et de la politique.

Parmi ces expériences d'émergence certaines paraissent pleinement mériter la qualification, parce qu'elles ne sont pas associées à des processus de lumpen-développement ; il n'y a pas de paupérisation qui frappe les classes populaires, mais au contraire une progression de leurs conditions de vie, modeste ou plus affirmée. Deux de ces expériences sont visiblement intégralement capitalistes – celles de la Corée et de Taïwan (je ne discuterai pas ici des conditions historiques particulières qui ont permis le succès du déploiement du projet dans ces deux pays). Deux autres héritent du legs des aspirations de révolutions conduites au nom du socialisme – la Chine et le Vietnam. Cuba pourrait intégrer ce groupe s'il parvient à maîtriser les contradictions qu'il traverse actuellement.

Mais on connaît d'autres cas d'émergence qui sont associés au déploiement de processus de lumpen-développement d'une ampleur manifeste. L'Inde en fournit le meilleur exemple. Il y a bien ici des segments de la réalité qui correspondent à ce qu'exige et produit l'émergence. Il y a une politique d'Etat qui favorise le renforcement d'un système productif industriel conséquent, il y a une expansion des classes moyennes qui lui est associée, il y a une progression des capacités technologiques et de l'éducation, il y a une politique internationale capable d'autonomie sur l'échiquier mondial. Mais il y a également pour la grande majorité – les deux tiers de la société – paupérisation accélérée. Nous avons donc affaire à un système hybride qui associe émergence et lumpen-développement. On peut même mettre en relief le rapport de complémentarité entre ces deux faces de la réalité. Je crois, sans suggérer ici une

généralisation abusive, que tous les autres cas de pays considérés comme émergents appartiennent à cette famille hybride, qu'il s'agisse du Brésil, de l'Afrique du Sud ou d'autres.

Mais il y a aussi – et c'est le cas de beaucoup d'autres pays du Sud – des situations dans lesquelles des éléments d'émergences ne se dessinent guère tandis que les processus de lumpen-développement occupent à peu près seuls toute la scène de la réalité. Les trois pays considérés ici – Turquie, Iran, Egypte – font partie de ce groupe et c'est la raison pour laquelle je les qualifie de non-émergents, dont les projets d'une émergence possible ont avorté.

En Turquie et en Egypte la conjugaison soumission à un modèle d'économie compradore/alignement sur la géostratégie des Etats Unis/lumpen-développement et paupérisation/montée de l'Islam politique réactionnaire enferme les deux sociétés dans une spirale descendante. Car plus la société s'enfonce dans ce que produit le lumpen développement en question, plus l'Islam politique réactionnaire parvient à prendre racines. En Iran la conjugaison réduite au duo lumpen-développement/contrôle de la société par les Mollahs s'inscrit dans la même spirale descendante, en dépit du conflit politique avec les Etats Unis, sans même que ce conflit ne produise une rupture avec la poursuite d'une politique économique analogue à celle des Etats compradore. Il est donc plus que jamais nécessaire de se débarrasser des illusions concernant le passage obligé, mais qui serait appelé à ne pas durer, par l'exercice du pouvoir local de l'Islam politique.

Nous sommes envahis par des discours rassurants à cet effet, d'une incroyable naïveté, sincère ou fausse. « C'était fatal, nos sociétés sont imprégnées par l'Islam ; on a voulu l'ignorer ; il s'est imposé » disent les uns. Comme si ce succès de l'Islam politique n'était pas dû à la dépolitisation et à la dégradation sociale qu'on veut ignorer. « Cela n'est pas si dangereux ; le succès est passager et la faillite du pouvoir exercé par l'Islam politique amènera les opinions à s'en détacher ». Comme si les Islamistes en question étaient acquis au principe du respect des principes démocratiques ! Ce à quoi font semblant de croire Washington, les « opinions » fabriquées par les médias dominants et la cohorte des « intellectuels » arabes, par opportunisme ou absence de lucidité.

Non. L'exercice du pouvoir par l'Islam politique réactionnaire serait appelé à durer ... 50 ans ? Et alors qu'il contribuerait à enfoncer les sociétés qu'il soumettrait chaque jour dans l'insignifiance sur l'échiquier mondial, les « autres » poursuivraient leurs avancées. Au terme de cette triste « transition » les pays concernés se retrouveront au bas de l'échelle de la classification mondiale.